

demandé au président de l'Inde d'intervenir auprès de la Chine, lui demander de clarifier sa réponse.

Je ne me fais pas d'illusion car je sais parfaitement bien que les louanges ou le blâme que je puis adresser à ces honorables messieurs n'enlèvent ni n'ajoutent rien à leur valeur personnelle ni à leur prestige dans le monde. On comprendra, sans doute, qu'en ma qualité de député indépendant à la Chambre, il est de mon devoir de prendre cette attitude.

Pour le moment, l'intervention de nos représentants ne semble pas avoir été effective, mais personne ne peut se résigner à croire que leur dévouement et leurs efforts, surtout ceux qu'a déployés l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures, demeureront sans résultat. Même si, aujourd'hui, on ne peut toucher du doigt l'effet de ses plans, tôt ou tard, nous nous rendrons compte que notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures était bien disposé quand, depuis quelques mois surtout, il a tenté d'amener cette brûlante question à un règlement pacifique. Toutefois, je regrette que par son vote sur la proposition américaine en vue de faire déclarer la Chine pays agresseur, notre représentant ait tourné le dos au magnifique travail qu'il avait accompli depuis des mois. J'exprime aussi le vœu que l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures accepte de faire partie du nouveau comité que l'on tente de former pour discuter de la situation avec le gouvernement de Peiping.

Pourquoi, encore, les représentants des États-Unis manifestent-ils pareil empressement à faire déclarer la Chine pays agresseur, quand on sait que ce geste, quoi qu'on en dise et quoi qu'on en pense dans cette Chambre,—et nous en avons la preuve depuis quelques jours,—rend presque impossible la poursuite des négociations?

Et maintenant, pour être logique, il va falloir se conduire envers la Chine, pays agresseur, de la même façon qu'on l'a fait à l'égard de la Corée du Nord,—également pays agresseur,—sinon, l'on déduira que l'attitude de l'Organisation des Nations Unies diffère selon qu'il s'agit d'un grand ou d'un petit pays. Nous voyons d'ici l'impasse dans laquelle nous a plongés l'ardeur belliqueuse d'un puissant voisin, dont les intentions sont peut-être très pures, mais qui veut nous entraîner à sa remorque, dans sa bonne comme dans sa mauvaise fortune.

(Traduction)

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

(Texte)

M. Raoul Poulin (Beauce): Monsieur l'Orateur, l'Angleterre, qui joue tout de même encore un rôle important dans le monde, n'est pas disposée à brusquer les choses. Elle veut sans doute protéger ses intérêts, ses capitaux, ses comptoirs en Asie.

En effet, son histoire nous apprend qu'elle n'a pas d'amis mais seulement des intérêts. Mais elle sait qu'elle doit y veiller elle-même et ne confier cette tâche à personne d'autre. Peu importe! Quel est le résultat de cette ligne de conduite? Voilà! L'Angleterre manœuvre pour éviter la guerre et, à cette fin, elle tâche de prévenir les interventions en Asie.

Au reste si l'on fait abstraction de la grande influence que Washington exerce sur les décisions qui sont prises à l'Organisation des Nations Unies, on est forcé d'admettre que la grande majorité des pays ne veut pas d'une aventure qui peut conduire à une guerre générale.

On est allé sauver la Corée,—et l'on sait maintenant de quelle façon et combien de bévues impardonnables ont été commises dans cette aventure,—au nom des nations libres. Allons-nous continuer de courir le risque d'une guerre avec la Chine, que jamais les États-Unis ne pourront vaincre ou asservir? Ce que les Japonais n'ont pu réussir à portée de canon, les Occidentaux ne le réussiront pas à des milliers de milles.

De plus, il ne faut pas oublier que le communisme de la Chine est peut-être, dans les circonstances actuelles, la manifestation de son nationalisme et que pour sortir ce pays de l'orbite de Moscou, des bombardements avec du beurre seraient beaucoup plus effectifs que des bombardements au moyen de canons.

La Chine est aujourd'hui communiste, non pas par principe ou par conviction, mais plutôt par opportunisme, par nécessité, parce qu'elle ne peut pas vivre autrement. Donnons-lui une chance de se réhabiliter, de se relever et de reprendre sa liberté. Accordons-lui même un siège à l'ONU et nous aurons peut-être la grande consolation de la voir changer d'attitude. Elle ne deviendra pas une alliée des Occidentaux, au contraire, elle cessera d'être une alliée forcée de l'impérialisme russe. Elle redeviendra elle-même nationaliste et traditionaliste. Cette éventualité se réalisant, que peut-on espérer de mieux pour la paix en Asie et dans le monde?

La politique de l'Organisation des Nations Unies,—celle de Washington surtout,—est en